

will be competent for your Committee, as a Committee on Private Bills, to provide that no injury to any party shall arise therefrom.— Which report was on motion received and adopted.

Hon. Mr. Ross presented a Bill to naturalize Eli C. Clark, of Toronto—read a first, and ordered to be read a second time on Friday next.

Hon. Mr. McCully enquired what amount by way of postal subsidy the Government are prepared to grant to a suitable steamer, to be placed on the route from Halifax to Yarmouth, calling at intermediate ports, say Lunenburg, Liverpool and Shelburne, and for what number of years.

He said the season of year had now arrived, when any steamers which would be a benefit to that portion of the Dominion, if not put upon that route, would be taken up for other services. Therefore, it was necessary to get this information at as early a period as possible.

Hon. Mr. Campbell said he regretted he was not able to give information as to what subsidy the Government would be prepared to give. He thought the House would agree with him, that it would be very undesirable for the Government to be obliged to state beforehand, what amount they were willing to give. When the matter is a subject of negotiation it would be time enough to make that statement. In the meantime he could only state that if a line of steamboats be established the Government would be prepared to pay them handsomely for carrying the mails.

Hon. Mr. McCully regretted the Government could not give the information. It seemed as though they were not prepared to give any subsidy. This would cause a great deal of dissatisfaction to that part of the country especially when they see other portions of the Dominion so well supplied with steamboat accommodations being largely subsidized either directly or indirectly. He could not advance the object in view otherwise than by making this enquiry; because any person having the performance of this service in contemplation can make no arrangement in regard to it without knowing whether or not the Government would give them any substantial aid. Four or five large maritime counties were interested

brut», et de constater qu'aucun préavis n'a encore été soumis en ce sens.

Toutefois, votre comité recommande la suspension de la règle n° 51 régissant ces cas, étant autorisé en tant que Comité des Bills privés à veiller à ce que les parties ne souffrent aucun préjudice de ce fait. Le rapport est agréé et adopté.

L'honorable M. Ross présente un Bill intitulé: «Acte pour naturaliser Eli Clinton Clark», de Toronto; le Bill est lu une première fois et la deuxième lecture est prévue pour vendredi prochain.

L'honorable M. McCully demande: «Quelle est la somme que le Gouvernement est disposé à accorder à titre de subvention postale, à un steamer convenable qui desservirait la route de Halifax à Yarmouth, en touchant à des intermédiaires comme Lunenburg, Liverpool, et Shelburne, et pour combien d'années cette subvention serait-elle accordée?»

Il dit qu'en cette époque de l'année, tout bateau qui ne serait pas utilisé dans cette partie du pays serait affecté à un autre service. Dans ces conditions, il est indispensable d'obtenir ces renseignements dès que possible.

L'honorable M. Campbell répond qu'il ne peut à son vif regret fournir les renseignements concernant les subventions que le Gouvernement serait disposé à accorder. Les sénateurs conviendront qu'il serait inopportun d'obliger le Gouvernement à révéler à l'avance les montants qu'il compte accorder éventuellement. Une déclaration sera faite au moment des négociations. Mais si un tel service est assuré, la compagnie sera largement rétribuée par le Gouvernement pour le transport du courrier.

L'honorable M. McCully regrette que le Gouvernement ne soit pas à même de fournir ces renseignements. Il semblerait qu'il ne soit pas disposé à subventionner une telle opération. Pareille décision ne manquerait pas de susciter du mécontentement dans cette région du pays, d'autant plus que d'autres régions de la Puissance sont desservies par des lignes de bateaux à vapeur subventionnées en grande partie soit directement soit indirectement. La question qu'il a posée est l'unique moyen dont il dispose pour avancer une telle entreprise; en effet, il est impossible d'entreprendre quoi que ce soit en ce sens tant que l'on ne sait pas si le Gouvernement est disposé à accorder une aide importante. Ainsi